

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2021

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2021

15 NOVEMBRE 2021

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2021, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses, en référence aux objectifs révisés à l'issue de la mission d'évaluation du FMI, tenue du 25 mai au 10 septembre 2021, au titre de l'article IV des statuts de cette institution qui l'autorise à exercer une surveillance du système monétaire international et à assurer un suivi des politiques économiques et financières de ses Etats membres.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin septembre 2021 s'élèvent à **6.348,0 milliards de FCFA** pour une prévision de 5.909,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 107,4%.

Ces réalisations comprennent **3.523,7 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **2.824,3 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **3.373,1 milliards de FCFA** à fin septembre 2021, avec un écart positif de 187,6 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 3.185,5 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** se sont chiffrées à **839,9 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 92,5 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 747,4 milliards de FCFA. Cette performance s'explique essentiellement par un niveau plus élevé que projeté des volumes de marchandises importées (10,6 millions de tonnes en réalisation pour une prévision de 10 millions de tonnes) ;
- **l'impôt BIC hors pétrole** a été collecté à hauteur de **448,7 milliards de FCFA** contre 400,4 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 48,3 milliards de FCFA. Ce résultat est lié, d'une part, aux résultats meilleurs que prévus enregistrés par les entreprises au titre de l'exercice 2020, notamment les banques, les établissements financiers et les exploitants miniers et, d'autre part, aux retenues à la source opérées au titre du BIC et du BNC pour les opérations réalisées par les entreprises ivoiriennes avec des entreprises non établies en Côte d'Ivoire ;
- **les taxes sur les produits pétroliers** ont été recouvrées à hauteur de **392,7 milliards de FCFA**, contre une prévision de 361,5 milliards de FCFA, soit un écart positif de 31,2 milliards de FCFA, en lien avec un niveau plus élevé que prévu des volumes mis à la consommation (930,3 millions et 948,7 millions de litres en réalisation contre des prévisions de 912,9 millions et 915,5 millions de litres respectivement pour le gasoil et le super carburant) ;
- **les impôts sur le revenu des capitaux mobiliers** ont été collectés à hauteur de **112,9 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 23 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 89,9 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique par un paiement significatif avant l'échéance légale fixée en octobre de l'IRVM par certains contribuables ;
- **les droits d'enregistrement et de timbre** ont été recouverts à hauteur de **142,4 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 8,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 133,8 milliards de FCFA ;
- **la taxe sur les opérations bancaires** a été collectée à hauteur de **65 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 2,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 62,4 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique notamment par la hausse de 8,4% à fin août 2021 des créances sur l'économie contre 7,5% de hausse à la même période l'année précédente.

L'effet des résultats susmentionnés a été toutefois atténué par les performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des revenus du gaz (-10,8 milliards de FCFA), de la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur (-5 milliards de FCFA), en lien avec un niveau plus important que prévu des montants de remboursement de crédits de TVA, ainsi que des taxes à l'exportation (-3 milliards de FCFA), dû principalement à l'impact de la crise énergétique sur l'activité des transformateurs de cacao.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **96,7 milliards de FCFA** pour un objectif de 57,6 milliards de FCFA, principalement en lien avec le niveau de 21,3 milliards de FCFA collectés au titre des commissions sur transferts hors UEMOA, initialement attendus au 4^{ème} trimestre, ainsi que d'un niveau plus élevé que prévu des dividendes collectés (19,9 milliards de FCFA recouverts contre 6 milliards de FCFA prévus, dont 9,3 milliards de FCFA provenant de Orange Côte d'Ivoire, 5,4 milliards de FCFA des Mines de Tongon et 1,4 milliard de FCFA de la Lonaci). Elles comprennent également 22,9 milliards de FCFA de recettes

des services hors commissions sur transfert, comprenant notamment les droits et frais administratifs, 26,6 milliards de FCFA de revenus du domaine, 3,8 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR), 1,9 milliard de FCFA de bonus de signature non initialement prévu et 0,1 milliard de FCFA au titre des licences de télécommunication.

Quant aux dons, ils ont été exécutés à hauteur de **54 milliards de FCFA** pour 116,3 milliards de FCFA prévus.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **2.071,9 milliards de FCFA** contre 1.722,5 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 687,1 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émis par adjudication, 152,8 milliards de FCFA de bons du Trésor, 473,7 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPC), ainsi que 758,4 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **14,1 milliards de FCFA**. Ces versements proviennent de CI-Energies pour 8,1 milliards de FCFA, du Port Autonome d'Abidjan pour 4,7 milliards de FCFA, du Fonds National de l'Eau pour 0,6 milliard de FCFA, de Air Côte d'Ivoire pour 0,4 milliard de FCFA et de la Société Ivoirienne de Gestion du Patrimoine Ferroviaire pour 0,1 milliard de FCFA.

Les produits de privatisations et de ventes d'actifs proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de **0,4 milliard de FCFA**.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **737,8 milliards de FCFA** contre un objectif de 815,5 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 90,5%. Elles se déclinent en emprunts-programmes à hauteur de 207,3 milliards de FCFA ainsi qu'en emprunts-projets pour un montant de 530,5 milliards de FCFA. Ce niveau s'explique par la non réalisation budgétaire des tirages, observée sur certains projets importants, notamment les infrastructures sportives pour la CAN 2023 (52,4 milliards de FCFA de dotation annuelle), le projet de construction et d'équipement du Centre national de radiothérapie et d'oncologie médical (21,6 milliards de FCFA de dotation annuelle), la construction et l'équipement des hôpitaux militaires (16,3 milliards de FCFA de dotation annuelle) et le projet d'aménagement de la baie de Cocody (9,6 milliards de FCFA de dotation annuelle).

II- EXECUTION DES DEPENSES

A fin septembre 2021, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **5.239,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 5.794,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 90,4%. Ces dépenses se déclinent comme suit :

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **548,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 557,1 milliards de FCFA, essentiellement en lien notamment avec un cours du dollar US inférieur aux projections. Ces charges ont porté sur la dette intérieure pour 255,6 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 292,7 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **1.397,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.378,1 milliards de FCFA. L'écart de 19,6 milliards de FCFA s'explique principalement par le traitement des dossiers de premier mandatement de deux promotions de CAFOP sur le seul exercice budgétaire 2021, en lien avec la politique visant la réduction des délais de traitement des dossiers de premier mandatement des nouveaux fonctionnaires.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées pour **76,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 79,3 milliards de FCFA, en raison notamment du retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (60 milliards de FCFA), de téléphone (9,9 milliards de FCFA) et d'eau (6,2 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **438,2 milliards de FCFA** contre une prévision de 420,4 milliards de FCFA, résultant de l'amélioration de la maîtrise des procédures d'exécution des dépenses en mode budget-programmes par les acteurs.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19) ont été exécutés à hauteur de **355,1 milliards de FCFA**, pour une prévision de 400,1 milliards de FCFA, résultant principalement du niveau d'exécution de la subvention aux écoles privées qui ressort à 64,1 milliards de FCFA à fin septembre 2021 pour une dotation annuelle de 145,9 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution résulte du non-achèvement à fin septembre du processus de validation des résultats des missions de contrôle des effectifs des élèves affectés. Ces transferts comprennent

également les subventions aux EPN (89,6 milliards de FCFA), les transferts aux collectivités (22,9 milliards de FCFA) et les bourses et pécules (49,6 milliards de FCFA).

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **301,6 milliards de FCFA**. Elles concernent les dépenses exécutées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire (237,4 milliards de FCFA) et le plan de riposte sanitaire (64,2 milliards de FCFA). Concernant particulièrement le plan de soutien économique, social et humanitaire, le niveau d'exécution porte principalement sur les transferts effectués au profit du Fonds de soutien aux grandes entreprises (23,1 milliards de FCFA), du Fonds de soutien aux PME (15,4 milliards de FCFA), du Fonds de solidarité et de soutien humanitaire (24 milliards de FCFA), du Programme d'urgence agricole (131,5 milliards de FCFA), du Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel (18 milliards de FCFA), ainsi que sur les subventions octroyées aux entreprises publiques ayant subi les effets de la Covid-19 (14,2 milliards de FCFA).

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **128 milliards de FCFA** contre 140,4 milliards de FCFA prévus, en lien avec la mise en place après le mois de septembre 2021 du collectif budgétaire qui avait prévu le renforcement des crédits consacrés à ces dépenses.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **1.218,2 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.569,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 77,6%. Ces dépenses ont été financées à 52% sur les ressources intérieures et 48% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** des institutions et ministères indique que vingt trois (23) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 50% et vingt quatre (24) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 50%. Le taux moyen de consommation des crédits d'investissement de l'ensemble des institutions et ministères ressort à 48,7%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à **776,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 901,5 milliards de FCFA, principalement en rapport avec le report au dernier trimestre 2021 des échéances au titre du C2D, conformément aux conclusions des négociations tenues avec l'AFD. Les paiements effectués comprennent 552,8 milliards de FCFA de remboursements au titre de la dette intérieure pour un service prévisionnel de 561,5 milliards de FCFA, et 223,7 milliards de FCFA contre une prévision de 340 milliards de FCFA concernant la dette extérieure.

S'agissant en particulier des **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **2.183,0 milliards de FCFA** à fin septembre 2021, au-dessus de l'objectif plancher de 2.147,9 milliards de FCFA.

Le solde budgétaire à fin septembre 2021 ressortirait ainsi à **-757,7 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher attendu à fin décembre 2021 de -2.131,7 milliards de FCFA représentant -5,6% du PIB, en lien avec le recouvrement plus tôt que prévu de certaines recettes ainsi que le retard dans l'exécution de certaines dépenses.

CONCLUSION

L'exécution budgétaire à fin septembre 2021 fait ressortir un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources et une maîtrise de l'exécution des dépenses.

La performance enregistrée au niveau des ressources est tirée par les recettes fiscales et les émissions de titres sur les marchés monétaire et financier, avec respectivement un taux de mobilisation de 105,9% et 120,3% par rapport aux objectifs fixés. Quant aux dépenses, elles ont été exécutées en deçà des objectifs fixés, principalement en raison du retard observé dans l'exécution budgétaire de certains projets d'investissement.

Les efforts se poursuivront en vue de consolider la performance du recouvrement des ressources et la maîtrise des charges de fonctionnement, tout en améliorant la consommation des crédits d'investissement.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin septembre 2021, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama COULIBALY

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin septembre 2021)

en milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2021 (hors comptes spéciaux)	Fin septembre		DEPENSES	Budget 2021 (hors comptes spéciaux)	Fin septembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (y/c FER)	4 100,8	3 185,5	3 373,1	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	802,5	557,1	548,4
- DGI	2 299,4	1 755,6	1 822,3	Dettes intérieure	322,6	226,7	255,6
- TRESOR	11,0	8,3	8,5	Dettes extérieure	479,9	330,4	292,7
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 790,4	1 421,6	1 542,4	PERSONNEL	1 831,4	1 387,1	1 397,7
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	96,4	57,6	96,7	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	683,0	499,7	514,3
Recettes non fiscales Trésor	54,8	29,9	64,2	Abonnement	112,6	79,3	76,1
Revenus du domaine DGI	33,8	23,3	26,6	Autres achats de biens et services	570,4	420,4	438,2
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	1,9	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	564,5	400,1	355,1
Licences de télécommunication	0,1	0,0	0,1	Subvention au secteur électricité	14,2	6,5	0,0
Fonds d'investissement en milieu rural	7,7	4,4	3,8	Autres transferts	550,3	393,7	355,1
DONS	300,8	116,3	54,0	DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID	391,5	339,1	301,6
Dons programmes	156,9	0,0	0,0	Plan de soutien de l'économie / Coronavirus	391,5	284,1	237,4
AFD (C2D)	149,8	0,0	0,0	Plan de riposte contre le Coronavirus		55,0	64,2
GVT Espagnol (PCD)	0,0	0,0	0,0	Autres dépenses de lutte contre la Covid-19			
UE	7,1	0,0	0,0	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	35,9	140,4	128,0
BEI	0,0	0,0	0,0	sur financement intérieur	35,9	140,4	128,0
Dons projets	143,9	116,3	54,0	dont investissement			
Autres dons	0,0			sur financement extérieur			
				INVESTISSEMENT	2 114,1	1 569,1	1 218,2
				- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 112,1	844,7	633,7
				Projets C2D et PCD	149,8	7,2	0,2
				Investissement FIMR	7,7	4,4	3,8
				Fonds d'Entretien Routier	154,6	141,0	123,8
				Autres investissements	800,0	692,1	505,9
				- Financement extérieur des projets	1 002,0	724,4	584,5
				Emprunts-projets	858,1	608,1	530,5
				Dons-projets	143,9	116,3	54,0
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	4 498,0	3 359,5	3 523,7	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	6 422,9	4 892,6	4 463,2
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	126,3	0,0	0,4	Amortissement de la dette publique	1 330,4	901,5	776,5
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	10,0	11,9	14,1	Dettes intérieure	749,7	561,5	552,8
Intégration de ressources C2D	0,0			Dettes extérieure	580,7	340,0	223,7
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 977,3	1 722,5	2 071,9				
Emprunts obligataires		380,0	473,7				
Bons et obligations du Trésor		635,0	839,9				
Eurobonds		707,5	758,4				
Emprunts programmes	283,6	207,3	207,3				
FMI	0,0	0,0	0,0				
Banque Mondiale	150,0	207,3	207,3				
Banque Africaine de Développement	25,0	0,0	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)	39,8	0,0	0,0				
Allemagne	19,6	0,0	0,0				
BOAD	0,0	0,0	0,0				
Autres emprunts-programmes	49,2	0,0	0,0				
Emprunts-projets	858,1	608,1	530,5				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	3 255,3	2 549,9	2 824,3	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	1 330,4	901,5	776,5
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	7 753,3	5 909,3	6 348,0	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	7 753,3	5 794,1	5 239,7

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin septembre 2021)

En milliards de FCFA

LIBELLES	fin septembre		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 185,5	3 373,1	187,6
<u>DGI</u>	<u>1 755,6</u>	<u>1 822,3</u>	66,6
Impôts directs	967,9	1 031,0	63,1
BIC pétrole et gaz	35,6	29,3	-6,3
- BIC pétrole	1,7	3,0	1,3
- BIC gaz	34,0	26,4	-7,6
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	932,3	1 001,7	69,4
- BIC hors pétrole	400,4	448,7	48,3
- Impôt synthétique et AIRSI	18,9	18,2	-0,7
- Impôts sur revenus et salaires	423,1	421,9	-1,2
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	89,9	112,9	23,0
Impôts indirects	787,7	791,2	3,6
TVA (hors part secteur électricité)	390,0	385,0	-5,0
TOB	62,4	65,0	2,6
Taxe sur boissons et tabacs	58,0	55,2	-2,8
Droits d'enregistrement et de timbre	133,8	142,4	8,6
<i>dont enregistrement café cacao</i>	52,9	52,1	-0,9
Patentes et Licences	36,1	38,1	2,0
Taxe d'exploitation pétrolière	0,6	1,2	0,6
Taxe d'exploitation du gaz	14,6	11,4	-3,2
Taxe sur les télécommunications	43,4	43,1	-2,5
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	22,8	21,7	-1,1
Taxe ad valorem	24,0	25,7	1,7
Accises et autres taxes indirectes	2,1	2,5	0,4
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	0,9	0,4	-0,5
<u>TRESOR</u>	<u>8,3</u>	<u>8,5</u>	<u>0,2</u>
Impôts directs	7,6	7,3	-0,3
Impôts sur revenus et salaires	7,6	7,1	-0,5
Impôts indirects	0,8	1,2	0,5
Timbres et vignettes	0,8	1,2	0,5
<u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u>	<u>1 421,6</u>	<u>1 542,4</u>	<u>120,8</u>
Droits et taxes à l'importation	1 108,9	1 232,6	123,7
Taxes sur produits pétroliers	361,5	392,7	31,2
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	747,4	839,9	92,5
Taxes à l'exportation	312,7	309,8	-3,0

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(en FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTERES	Dotation 2021	Exécution fin septembre	Taux d'exécution Fin Septembre
Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	550 000 000	25 799 892	4,7%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	90 062 017 231	5 127 671 900	5,7%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	24 051 687 689	1 741 866 774	7,2%
Ministère de la Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	1 980 960 000	152 500 000	7,7%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	20 445 829 873	1 619 598 619	7,9%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale, chargé de la Protection Sociale	184 400 000	16 134 932	8,7%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	6 462 414 905	618 627 239	9,6%
Ministère délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora, chargé de l'Intégration Africaine	590 000 000	75 643 150	12,8%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l' Enfant	5 403 300 000	726 548 608	13,4%
Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	8 422 720 470	1 693 721 662	20,1%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	12 090 600 000	2 556 001 387	21,1%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	885 450 513	188 000 000	21,2%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	259 334 428 485	58 061 419 761	22,4%
<i>Provisions et dépenses communes</i>	<i>201 712 959 121</i>	<i>7 725 275 057</i>	<i>3,8%</i>
<i>Hors Provisions et dépenses communes</i>	<i>57 621 469 364</i>	<i>50 336 144 704</i>	<i>87,4%</i>
Ministère de la Promotion des Sports et du Développement de l'Economie Sportive	98 549 385 728	22 548 902 474	22,9%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	246 915 256 212	94 158 789 243	38,1%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	740 000 000	285 000 000	38,5%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	1 974 000 000	787 374 017	39,9%
Ministère de la Culture et de l'Industrie des Arts et du Spectacle	1 578 263 789	683 745 277	43,3%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	420 379 751 983	182 624 232 070	43,4%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	12 922 000 000	6 724 858 808	52,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	15 302 621 825	7 156 720 820	46,8%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	58 916 624 931	28 450 925 270	48,3%
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	78 932 197 082	38 547 144 430	48,8%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	156 409 534 523	78 657 152 819	50,3%
Ministère des Transports	60 358 463 986	30 362 730 000	50,3%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	121 586 898 749	62 432 059 222	51,3%
Ministère de l'Hydraulique	94 368 959 944	48 461 082 413	51,4%
Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre	1 081 877 368	568 100 000	52,5%
Primature et Services Rattachés	20 665 078 608	11 081 709 825	53,6%
Ministère de la Promotion de l'Investissement et du Développement du Secteur Privé	5 810 000 000	3 410 000 000	58,7%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	6 163 000 000	3 706 361 399	60,1%
Ministère de l'Economie et des Finances	43 116 439 970	26 392 254 496	61,2%
Ministère du Plan et du Développement	17 685 517 224	11 493 198 145	65,0%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	59 287 254 153	40 429 551 149	68,2%
Ministère des Eaux et Forêts	8 634 033 490	5 970 226 118	69,1%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	19 251 595 810	13 504 108 655	70,1%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	90 471 000 000	69 690 000 000	77,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, chargé de la Modernisation de l'Administration	1 974 540 000	1 597 243 788	80,9%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	120 161 866 786	100 644 427 513	83,8%
Ministère de la Communication, des Médias et de la Francophonie	3 942 001 454	3 650 932 048	92,6%
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	45 494 649 452	43 354 556 287	95,3%
Représentation Nationale	700 000 000	691 000 000	98,7%
Ministère de l'Economie Numérique, des Télécommunications et de l'Innovation	9 736 700 000	9 697 582 725	99,6%
Présidence de la République	67 430 079 772	67 430 079 772	100,0%
Commission Electorale Indépendante	400 000 000	400 000 000	100,0%
Cour de Cassation	250 000 000	250 000 000	100,0%
Cour des Comptes	1 015 417 293	1 015 417 293	100,0%
S/TOTAL	2 322 668 819 298	1 089 461 000 000	46,9%
Comptes Spéciaux	177 600 000 000	128 696 000 000	72,5%
TOTAL	2 500 268 819 298	1 218 157 000 000	48,7%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2021

(en FCFA)

DOMAINES	2020	2021		
	Réalisation à fin Décembre	Objectif annuel	Objectif à fin septembre	Exécution à fin septembre
01 Agriculture et développement rural	85 958 527 267	142 444 101 462	106 833 076 097	190 674 696 383
01.0 Administration générale	30 691 000 000	83 171 041 217	62 378 280 913	141 261 021 044
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	11 081 000 000	15 059 438 709	11 294 579 032	15 385 818 757
01.2 Formation et encadrement	32 927 000 000	32 077 659 938	24 058 244 954	28 154 529 984
01.3 Aménagement hydro-agricole	1 148 527 267	4 482 326 598	3 361 744 949	3 960 326 598
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 111 000 000	7 653 635 000	5 740 226 250	1 913 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	12 606 147 813	23 295 131 665	17 471 348 749	8 970 020 738
02.0 Administration générale / formation et encadrement	8 191 451 974	8 602 297 398	6 451 723 049	7 243 897 527
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 940 221 226	2 072 443 809	1 554 332 857	970 325 780
02.2 Pêche et aquaculture	2 474 474 613	12 620 390 458	9 465 292 844	755 797 431
03 Education	1 358 280 094 288	1 390 607 034 014	1 042 955 275 511	1 113 557 612 364
03.0 Administration générale	60 272 491 568	58 321 680 044	43 741 260 033	101 822 912 287
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	598 940 000 000	592 971 773 478	444 728 830 109	446 396 540 560
03.2 Alphabétisation	355 423 743	359 659 630	269 744 723	358 705 151
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	447 890 000 000	510 052 511 638	382 539 383 729	309 018 114 658
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	250 822 178 977	228 901 409 224	171 676 056 918	255 961 339 708
04 Santé	432 083 656 138	466 678 729 011	350 009 046 758	325 096 706 746
04.00 Administration générale santé	206 443 468 885	233 472 109 259	175 104 081 944	185 540 356 225
04.01 Système de santé primaire	79 143 563 181	60 734 730 520	45 551 047 890	28 583 206 396
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	7 068 624 072	14 496 397 048	10 872 297 786	1 025 630 207
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	46 862 000 000	48 987 339 148	36 740 504 361	34 651 625 678
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	21 002 000 000	36 274 362 841	27 205 772 131	18 160 300 988
04.05 VIH/SIDA	17 642 000 000	22 934 739 376	17 201 054 532	8 244 548 078
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	53 922 000 000	49 779 050 819	37 334 288 114	48 891 039 174
05 Eau et Assainissement	103 487 966 533	127 421 462 164	95 566 096 623	100 732 503 530
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	54 898 966 533	77 669 676 981	58 252 257 736	48 542 805 554
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	48 589 000 000	49 751 785 183	37 313 838 887	52 189 697 976
06 Energie	142 114 500 000	139 671 720 000	104 753 790 000	78 638 999 067
06.1 Accès à l'électricité	142 114 500 000	139 671 720 000	104 753 790 000	78 638 999 067
07 Routes et ouvrages d'art	399 494 403 994	381 108 362 633	285 831 271 975	200 018 211 009
07.1 Entretien pistes rurales	1 966 395 752	2 915 972 810	2 186 979 608	690 375 721
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	108 548 008 242	1 000 000 000	750 000 000	83 107 392 797
07.3 Autres travaux routiers	288 980 000 000	377 192 389 823	282 894 292 367	116 220 442 491
08 Affaires Sociales	100 919 946 298	63 823 373 100	47 867 529 825	65057679551
08.0 Administration générale	25 739 000 000	33 807 974 428	25 355 980 821	11 027 206 273
08.1 Formations destinées aux femmes	429 170 919	1 348 446 949	1 011 335 212	1 165 388 837
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	2 312 877 598	2 456 538 151	1 842 403 613	7 223 334 016
08.3 Formation au personnel d'appui	1 408 897 781	1 555 062 246	1 166 296 685	1 438 748 827
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	71 030 000 000	24 655 351 326	18 491 513 495	44 203 001 598
09 Décentralisation (hors éducation, santé et agriculture)	69 644 000 000	87 436 397 178	65 577 297 884	69 046 229 014
09.1 Décentralisation	69 644 000 000	87 436 397 178	65 577 297 884	69 046 229 014
10 Reconstructions et réhabilitations	19 456 753 092	22 285 509 873	16 714 132 405	1 744 299 307
10.1 Reconstruction et réhabilitation	706 753 092	1 839 680 000	1 379 760 000	95 718 990
10.2 Habitat et logement sociaux	18 750 000 000	20 445 829 873	15 334 372 405	1 648 580 317
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	55 356 362 933	19 046 912 554	14 285 184 416	29 425 677 115
11.1 Promotion et insertion des jeunes	32 653 000 000	15 967 459 313	11 975 594 485	26 448 529 894
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	22 703 362 933	3 079 453 241	2 309 589 931	2 977 147 221
TOTAL	2 779 402 358 356	2 863 818 733 654	2 147 864 050 241	2 182 962 634 824

Source : SIGOBE/DGBF